

désappointer à la fois ses partisans et ses adversaires comme cette réforme de notre enseignement secondaire."

Et c'est cet enseignement moderne, appelé par M. Ragon "un enseignement bâtarde, prétentieux, inutile, dont personne n'est satisfait," qu'on voudrait mettre ici à la place de notre enseignement traditionnel. Avant de demander des réformes à notre cours classique, sachons au moins ce qui s'est fait ailleurs. La France est riche en hommes, elle est riche en argent. Elle a une population de près de quarante millions ; elle donne plus de cinq millions de piastres chaque année, seulement pour l'enseignement secondaire ; et pour avoir le chiffre réel des dépenses que cet enseignement met annuellement à la charge du pays, il faudrait ajouter, à la subvention inscrite au budget, l'intérêt des centaines de millions empruntés pour bâtir les lycées et les collèges et dont la rente est payée par l'impôt. Un député a pu dire à la tribune de la Chambre tout dernièrement que chaque élève des lycées coûte à l'Etat cinq cents francs.

Jusqu'à un certain point, la France si riche peut se permettre l'essai de réformes dont les bons résultats sont douteux. Mais, dans un pays comme le nôtre, dont la population n'est pas forte, dont le Gouvernement ne peut presque pas aider nos maisons d'éducation, toutes fondées par le clergé et vivant des sueurs, des sacrifices et des privations des prêtres qui les dirigent, est-il permis de faire l'essai de réformes, surtout quand on peut savoir qu'elles ont produit ailleurs des effets désastreux ?

Sans doute il faut suivre le progrès, et c'est ce qu'ont fait nos collèges classiques, en tenant compte des ressources et des difficultés de la situation. Ils ont essayé de bien faire tout ce qui était faisable dans les circonstances. Ils admettent n'être pas encore arrivés à la perfection, mais ils y tendent avec effort ; ils demandent qu'on reconnaisse au moins la bonne volonté dont ils ont fait preuve et les heureux effets produits par leur travail.

Qu'il soit utile de créer des enseignements secondaires spéciaux pour la catégorie d'enfants auxquels l'enseignement classique ne convient pas, personne ne le conteste. Qu'on ouvre, à côté de nos séminaires et de nos collèges, d'autres écoles dans lesquelles, si on le veut, les enfants seront préparés directement et immédiatement au commerce et à l'industrie, qu'on paie surtout pour soutenir ces écoles, personne n'y trouvera à redire, et le clergé moins que tout autre.

C'est le clergé qui, le premier, au dix-huitième siècle, comprit que le cours classique ne suffisait pas à tout, et qui dès lors ouvrit des écoles dans lesquelles on n'enseignait ni grec ni latin et sur